

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

67-STRASBOURG-ESID METZ-STRASBOURG – 42 RUE LAUTH – BTIMENT 009 - RÉHABILITATION DE BUREAUX - MISSI

42 rue Lauth

67200 STRASBOURG

Dossier n° : 250611790000064

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 2



Indice	Date	Modifications	Rédaction
0	05/08/2025	PGC du 05/08/2025	Feras HAMMADA

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. PREAMBULE

1.2. Adresse du chantier

1.3. description sommaire des travaux

1.4. Liste des intervenants

1.5. Liste des lots

1.6. Elaboration du PGC

1.6.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

2. SUGGESTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Ouvrages existants

2.1.1. ouvrages enterrés

2.1.2. Dépose

2.2. Activité à l'intérieur du site

2.2.1. Site existant en activité pendant les travaux

2.2.2. Sécurité sur site

2.3. Matériaux dangereux

2.3.1. Matériaux amiantés

2.3.2. Matériaux contenant du plomb

2.3.3. Demande de diagnostic

3. MESURES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

3.1. Mesures d'organisation et de coordination

3.1.1. Planification

3.2. Plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation de chantier

3.3. Fermeture chantier

3.3.1. Clôture de chantier intérieure et signalisation

3.4. Identification des personnes autorisées

3.4.1. Identification du personnel

3.5. Circulations des véhicules

3.5.1. Accès des véhicules et stationnement

3.6. Nettoyage et évacuation des déchets

3.6.1. Évacuation des gravats et déchets

3.6.2. Nettoyage et évacuation des déchets

3.6.3. Evacuation des matières dangereuses

3.7. Stockage et entreposage

3.7.1. Zones de stockage des matériaux et matériels

3.8. Réseaux de distribution en énergie

3.8.1. Installations de distribution électrique

3.8.2. Installations d'éclairage

3.8.3. Points d'eau et d'évacuation

3.9. Risques spécifiques

3.9.1. Utilisation de produits dangereux ou à risques

3.9.2. Prévention du risque incendie

4. TRAVAUX À RISQUES PARTICULIERS

4.1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés

4.1.1. Risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres

4.2. Travaux exposant à des radiations ionisantes

4.2.1. Présence de radiations ionisantes

4.3. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension

4.3.1. Risque de contact avec des pièces nues sous tension

4.4. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.4.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

4.4.2. Travaux de plâtrerie

4.4.3. Travaux des lots techniques

4.4.4. Travaux de revêtement de sols

4.4.5. Travaux en hauteur

4.4.6. Travaux d'agencement

5. MESURES DE COORDINATION PARTICULIÈRES

5.1. Travaux de dépose et de démolition.

5.1.1. Neutralisation des réseaux

5.1.2. Planification dépose

5.1.3. Dépose

5.1.4. Limitation des poussières

5.2. Travaux en hauteur

5.2.1. Interventions en plafonds

6. MESURES GÉNÉRALES DE SALUBRITÉ

6.1. Installations de chantier - Cantonnements

6.1.1. Modalités d'organisation

7. ORGANISATION DES SECOURS

7.1. Moyens d'alerte

7.1.1. Téléphone

7.1.2. Consignes de sécurité

7.2. Moyens de secours

7.2.1. Sauveteurs secouristes du travail

7.2.2. Matériel de secours

8. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

8.1. Diffusion des documents

8.1.1. PGC

8.1.2. PPSPS

8.2. Coordonnateur SPS

8.2.1. Rôle du coordonnateur

8.3. Concertation et information entre les entreprises

8.3.1. Désignation des sous-traitants

8.3.2. Travailleurs indépendants et locatiers

9 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

10 ANNEXES

10.1 Capture d'écran 2025-08-04 172712.png

10.2 zone de chantier.JPG

10.3 Scan_fhammada_30-07-2025_08-10-21-028.pdf

10.4 DIAG A.PDF

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. PREAMBULE

Le projet de marché joint sera conclu sur la base des prescriptions mentionné en page de garde, ayant pour objet marchés publics à procédure adaptée relatif à des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs de 2^e catégorie lors des opérations de bâtiment ou de génie civil, pour les phases conception et réalisation ».

Les marchés conclus sur la base de marchés publics à procédure adaptée.

L'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) de Metz est responsable de la passation, de l'exécution du projet de marché subséquent joint.

1.2. Adresse du chantier

42 rue Lauth 67100 STRASBOURG – Quartier Turenne – bâtiment 009 - Réhabilitation de bureaux

1.3. description sommaire des travaux

Cette opération consiste à la réhabilitation de bureaux - du Bâtiment 009 Quartier Turenne à STRASBOURG (67).

Cette opération comprend un (1) marché passé en procédure adapté comprenant trois lots :

1 GROS ŒUVRE

2 MENUISERIE

3 PSCV

4 ÉLECTRICITÉ

5 PLÂTRERIE

6 PEINTURE

7 REVETEMENT DE SOL

8 ALARME ET VIDÉO

1.4. Liste des intervenants

La liste des entreprises titulaires de lots retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lot, ainsi que leur effectif et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le Coordonnateur établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, le présent article renvoie au chapitre 1 du Registre Journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

Maître d'ouvrage	Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense de Strasbourg-Haguenau-Colmar	44 rue Lauth – CS 21043 67071 STRASBOURG Cedex 67071 STRASBOURG
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	5 Allée de Ceres - Parc Ceres 67085 Strasbourg
Organisme de prévention	ddets-67085	6 Rue Gustave Adolphe Hirn 67085 Strasbourg
Organisme de prévention	CARSAT 67	27, rue du Doubs 67100 STRASBOURG
Organisme de prévention	OPPBTP	21 Av. de l'Europe, 67300 Schiltigheim

Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	5 Allée de Ceres - Parc Ceres 67085 Strasbourg
--------------------------------	---------	---

1.5. Liste des lots

Liste des lots.

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1 - GROS ŒUVRE			
2 - MENUISERIE			
3 - PSCV			
4 - ÉLECTRICITÉ			
5 - PLÂTRERIE			
6 - PEINTURE			
7 - REVETEMENT DE SOL			
8 - ALARME ET VIDÉO			

1.6. Elaboration du PGC

1.6.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination initial (indice 0) est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

2. SUGGESTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Ouvrages existants

2.1.1. ouvrages enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra respectée : <ul style="list-style-type: none"> • les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant le cas échéant les réponses aux demandes de mise hors tension, • les plans et, le cas échéant, les recommandations spécifiques au chantier issues des DT et des DICT et fournis par le responsable du projet ou par les exploitants des ouvrages. 	Tous Corps d'état

2.1.2. Dépose

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de dépose devront être balisées et interdites de passage à toutes personnes étrangères à l'entreprise.	1 - GROS ŒUVRE
Avant tous travaux de dépose, les entreprises concernées devront demander le diagnostic amiante "avant travaux" de la zone en question, au Maître d'Ouvrage.	1 - GROS ŒUVRE 2 - MENUISERIE 3 - PSCV 4 - ÉLECTRICITÉ 5 - PLÂTRERIE 7 - REVETEMENT DE SOL 8 - ALARME ET VIDÉO 6 - PEINTURE

2.2. Activité à l'intérieur du site

Les travaux sont réalisés dans un site en activité, voir les contraintes particulières d'accès au site dans le document annexe (horaires d'accès et dispositions particulières de sécurité de défense).

Les travaux sont réaliser dans des bâtiments occupés

2.2.1. Site existant en activité pendant les travaux

Dispositions prévues	A la charge de
Le site en activité devra être isolé du chantier (clôture ou protections particulières) pour empêcher tous risques de coactivité.	Maître d'ouvrage
Le chantier doit être clos et indépendant vis à vis des activités voisines	Maître d'ouvrage

2.2.2. Sécurité sur site

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le site restera en activité pendant toute la durée des travaux.</p> <p>À ce titre, toutes les entreprises intervenantes devront mettre en place les mesures de sécurité nécessaires afin de garantir la protection des usagers.</p> <p>Il est notamment rappelé l'obligation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respecter la limitation de vitesse à 20 km/h ; • Respecter le sens de circulation des véhicules sur site. 	Tous Corps d'état

2.3. Matériaux dangereux

2.3.1. Matériaux amiantés

D'après le diagnostic il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a fait établir des diagnostics en recherche d'amiante avant travaux par la société DEKRA. Référence dossier N° : 16-02-019752 A en date du 02/03/2016. Le rapport a conclu qu'il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'Amiante.	Maître d'ouvrage

2.3.2. Matériaux contenant du plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Diagnostic non transmis	Maître d'ouvrage

2.3.3. Demande de diagnostic

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises devront demander au Maître d'ouvrage le diagnostic amiante "adéquat : avant travaux, démolition" avant de démarrer les travaux.	1 - GROS ŒUVRE
Les entreprises devront demander au Maître d'ouvrage le diagnostic D'ANALYSE HAP avant de démarrer les travaux.	1 - GROS ŒUVRE

3. MESURES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

3.1. Mesures d'organisation et de coordination

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
Un planning d'exécution des travaux sera établi par le maître d'œuvre, devant intégrer des délais compatibles à une prévention normale des risques de coactivité	Maître d'œuvre
Le planning de réalisation, à établir au démarrage du chantier, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état ; les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés : En évitant les programmations simultanées dans une même zone, En organisant des interventions successives par zones En évitant les travaux superposés, sans mesures spécifiques Faciliter les interventions en terme de flux (matériel, matériaux), et de mutualisation des moyens.	1 - GROS ŒUVRE
Le planning ne nous a pas été fourni lors de la rédaction du présent PGC	Tous Corps d'état
Afin d'anticiper au mieux les contraintes d'accès, d'accompagnement ou de co-activité, les zones d'interventions seront définies et programmées 2 semaines à l'avance lors des réunions de chantier.	Tous Corps d'état
L'activité des bâtiments étant prioritaire sur ce chantier, le planning sera modifier en fonction des aléas de fonctionnement du site et des autres travaux.	1 - GROS ŒUVRE

3.2. Plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
En phase préparatoire, l'entreprise concernée fournira son plan général d'installation de chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Sur ce plan figureront notamment : - L'accès du chantier - La zone des cantonnements et bureaux de chantier - Les entrées du bâtiment (des bâtiments) - Les voies de circulation - Les zones de stationnement - Les zones de stockage - L'implantation des armoires de distribution électrique. - Les points d'eau	1 - GROS ŒUVRE

3.3. Fermeture chantier

3.3.1. Clôture de chantier intérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de travaux mitoyennes avec les locaux existants seront séparées des locaux en activité par des cloisons provisoires.	Maître d'ouvrage

3.4. Identification des personnes autorisées

3.4.1. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre et être muni d'un badge d'accès délivré par le site.	1 - GROS ŒUVRE 2 - MENUISERIE 3 - PSCV 4 - ÉLECTRICITÉ 5 - PLÂTRERIE 6 - PEINTURE 7 - REVETEMENT DE SOL 8 - ALARME ET VIDÉO

3.5. Circulations des véhicules

3.5.1. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en oeuvre.	Tous Corps d'état

3.6. Nettoyage et évacuation des déchets

3.6.1. Évacuation des gravats et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
La centralisation commune des déchets n'est pas prévue sur cette opération. Chaque entreprise doit l'évacuation des ses propres déchets vers les déchetteries agréées.	Tous Corps d'état
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part au maître d'oeuvre et au coordonnateur pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.	Tous Corps d'état

3.6.2. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Tous Corps d'état
Un nettoyage minutieux sera réalisé au fur et à mesure de l'avancement et de la libération des zones.	Tous Corps d'état

3.6.3. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en oeuvre.	Tous Corps d'état
Les matières dangereuses seront amenées à pied d'oeuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en oeuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées	Tous Corps d'état
Les déchets et matières dangereuses seront évacués et traités par les entreprises selon la réglementation en vigueur.	Entreprises concernées

3.7. Stockage et entreposage

3.7.1. Zones de stockage des matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de stockage devra être clôturée avec des panneaux grillagés.	Tous Corps d'état
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	Entreprises concernées
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur des aires parfaitement stabilisées. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments.	Tous Corps d'état
La zone de livraison sera close pour empêcher le passage des autres intervenants.	Tous Corps d'état
Les aires de livraison et stockage seront implantées à plus de 50 m des lignes électriques aériennes.	Tous Corps d'état

3.8. Réseaux de distribution en énergie

3.8.1. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
L'installation électrique du chantier sera reprise sur l'installation existante après vérification par l'entreprise d'électricité, du bon état et de la conformité de celle-ci	4 - ÉLECTRICITÉ

3.8.2. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
Ces installations seront maintenues en bon état et notamment en cas de dégradation.	Tous Corps d'état
Chaque entreprise devra l'éclairage de ses postes de travail.	Tous Corps d'état
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des zones de chantier.	Entreprises concernées

3.8.3. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'installation existante sera utilisée par les entreprises.	Tous Corps d'état

3.9. Risques spécifiques**3.9.1. Utilisation de produits dangereux ou à risques**

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas.</p> <p>L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.</p> <p>L'entreprise doit fournir la fiche technique du produit employé ainsi que la fiche de sécurité éventuelle.</p> <p>Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit.</p>	Entreprises concernées

3.9.2. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Aucuns gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés sur le chantier.</p> <p>Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un extincteur.</p> <p>A l'issue des travaux de soudure, une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, sera assurée pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier</p>	Entreprises concernées
<p>Les travaux par points chauds ou générant des poussières à réaliser à l'intérieur des locaux existant doit obligatoirement être signalés au maître d'ouvrage avant réalisation, pour inhiber les détecteurs incendie sur le secteur et arrêter les mesures de préventions éventuelles.</p>	Entreprises concernées

4. TRAVAUX À RISQUES PARTICULIERS

4.1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés

4.1.1. Risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; • une main courante ; • une lisse intermédiaire à mi-hauteur; - Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Tous Corps d'état

4.2. Travaux exposant à des radiations ionisantes

4.2.1. Présence de radiations ionisantes

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'oeuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Tous Corps d'état

4.3. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension

4.3.1. Risque de contact avec des pièces nues sous tension

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'oeuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Tous Corps d'état
Les raccordements sont réalisés hors tension (être en possession de l'attestation de consignation et avoir vérifié l'absence de tension).	Tous Corps d'état
Le personnel intervenant sur les équipements électriques devra disposer d'une habilitation électrique correspondant à leur poste	Tous Corps d'état
Les consignations des armoires électriques lors de la pose de départs électriques nécessaires à l'installation nécessitent des autorisations.	Tous Corps d'état

4.4. Risques communs, spécifiques et particuliers

Risques communs, spécifiques et particuliers.

4.4.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation.

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement au démarrage des travaux de curage ou démolition, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, etc seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones de démolitions. Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée à l'entreprise de démolition avant le démarrage des travaux. Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.	3 - PSCV 4 - ÉLECTRICITÉ 8 - ALARME ET VIDÉO

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Préalablement au démarrage des travaux de réhabilitation, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, etc seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones d'intervention.</p> <p>Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée aux entreprises avant le démarrage des travaux.</p> <p>Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.</p>	<p>3 - PSCV 4 - ÉLECTRICITÉ 8 - ALARME ET VIDÉO</p>
<p>Préalablement au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage fera consigner les branchements, électricité, gaz, eau, par les concessionnaires.</p> <p>Le maître d'ouvrage devra remettre à l'entreprise les attestations de confirmation que les réseaux concessionnaires sont neutralisés à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>Préalablement au démarrage de son intervention, l'entreprise de démolition s'assurera sur le site de la consignation effective des branchements.</p>	Maître d'ouvrage
<p>Au cours des travaux de curage et réhabilitation du bâtiment, des garde-corps provisoires de protection seront installés au droit des vides laissés jusqu'au démarrage des travaux de réaménagement.</p>	1 - GROS ŒUVRE
<p>Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de séparer les zones restant accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; -de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute. 	1 - GROS ŒUVRE
<p>Les zones à risques de chutes d'objets et de gravats, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.</p>	1 - GROS ŒUVRE
<p>Pour éviter les risques liés à la chute accidentelle de matériaux, mise en place de systèmes de protection antichute. Ces dispositifs doivent être conçus pour intercepter efficacement tout objet susceptible de tomber dans le vide. Dans l'éventualité où l'installation de tels systèmes s'avérerait techniquement irréalisable, mettre en place des mesures alternatives. Celles-ci consistent à interdire formellement l'accès aux zones présentant un danger potentiel de chute de matériaux. Cette interdiction doit être clairement signalée et matérialisée par des moyens appropriés, garantissant ainsi la sécurité du personnel et des tiers.</p>	1 - GROS ŒUVRE
<p>Le programme et les modalités de démolition du bâtiment doivent être conçus par ailleurs de façon à ne pas surcharger anormalement les planchers existants. Quelle que soit la méthode appliquée, la démolition qui ne vise pas l'effondrement total du bâtiment, doit être conduite étage, par étage. Il est également indispensable d'étayer les planchers vétustes et d'installer les étalements destinés à supporter l'accumulation de charges, en commençant par le niveau le plus bas et, en progressant vers le haut.</p>	Tous Corps d'état
<p>L'entreprise devra s'assurer auprès d'un bureau d'études de la surcharge admissible des planchers existants.</p> <p>Elle tiendra compte des surcharges constatées, dans sa méthodologie d'intervention. Les planchers seront étayés suivant les nécessités.</p>	Entreprises concernées
<p>Il convient de veiller à ce que les matériaux et éléments de construction ne soient pas en équilibre instable. En particulier, les éléments de construction, en porte-à-faux dangereux, qui doivent être abattus ou réhabilités.</p>	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Toute entreprise effectuant des démolitions de reprises de structure, ou la dépose de réseaux et équipements situés en hauteur, est tenue de s'assurer de la bonne stabilité des ouvrages et de mettre en place les moyens d'étalement provisoire, nécessaires à la sécurisation de ces ouvrages. Il est recommandé de procéder à une campagne de sondages ponctuels pour identification des modes de structure des ouvrages à déposer.</p> <p>L'entreprise joindra à son PPSPS une note méthodologique faisant apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les moyens mis en œuvre pour interdire l'accès sous la zone de travail aux autres intervenants. * Les moyens mis en œuvre pour les accès en hauteur. * Les dispositifs provisoires de supportage des ouvrages. * Les dispositifs de protection collective installés sur les trémies, après la dépose des équipements. 	1 - GROS ŒUVRE
<p>Création de trémies ou de percements dans les ouvrages existants:</p> <p>Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise devra condamner les accès sous la zone de percement.</p> <p>Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant strictement l'accès à la zone présentant un risque de chute de matériaux.</p>	1 - GROS ŒUVRE
<p>La prévention des risques de chute de hauteur se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage.</p> <p>La protection sera mise en place au fur et à mesure de la dépose des ouvrages de sécurité existants.</p>	1 - GROS ŒUVRE
<p>En limites des zones démolies, la prévention des risques de chute de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage.</p> <p>Mise en place des garde-corps au fur et à mesure de la démolition des ouvrages existants.</p>	1 - GROS ŒUVRE

4.4.2. Travaux de plâtrerie

Travaux de plâtrerie.

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise devra prévoir les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons. Les approvisionnements devront se faire sans démontage des protections collectives.</p> <p>Préalablement au démarrage des approvisionnements, l'entreprise devra s'assurer, de la charge admissible des balcons, auprès de l'entreprise de gros œuvre ou de son bureau d'études. En cas d'incompatibilité de la charge admise avec les charges à approvisionner, l'entreprise devra la mise en place des moyens d'étalement complémentaires qui serait nécessaire, via l'entreprise de gros œuvre.</p>	5 - PLÂTRERIE
<p>Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.</p>	5 - PLÂTRERIE
<p>Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.</p>	5 - PLÂTRERIE

4.4.3. Travaux des lots techniques

Travaux des lots techniques.

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.</p>	<p>3 - PSCV</p> <p>4 - ÉLECTRICITÉ</p> <p>8 - ALARME ET VIDÉO</p>

Dispositions prévues	A la charge de
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.	4 - ÉLECTRICITÉ 3 - PSCV 8 - ALARME ET VIDÉO
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher, devra assurer la continuité de la protection, vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	4 - ÉLECTRICITÉ 3 - PSCV 8 - ALARME ET VIDÉO
Après ouverture, les trémies seront sécurisées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous-face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	4 - ÉLECTRICITÉ 3 - PSCV 8 - ALARME ET VIDÉO

4.4.4. Travaux de revêtement de sols

Travaux de revêtement de sols.

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements.	7 - REVETEMENT DE SOL
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	7 - REVETEMENT DE SOL
Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée. L'accès sera interdit aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique. L'entreprise installera la signalisation rappelant l'interdiction de fumer et d'avoir recours à l'utilisation d'équipement à flamme vive.	7 - REVETEMENT DE SOL
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	7 - REVETEMENT DE SOL

4.4.5. Travaux en hauteur

Travaux en hauteur.

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des nacelles et plates-formes individuelles de travail. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes de matériaux seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Tous Corps d'état

4.4.6. Travaux d'agencement

Travaux d'agencement.

Dispositions prévues	A la charge de
Les équipements utilisés pour les travaux de ponçage, rabotage, et découpe, seront équipés de récupérateur de poussière. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	2 - MENUISERIE
L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants.	2 - MENUISERIE

5. MESURES DE COORDINATION PARTICULIÈRES

5.1. Travaux de dépose et de démolition.

Travaux de dépose

5.1.1. Neutralisation des réseaux

L'entreprise devra en concertation avec les entreprises concernées s'assurer que tous les réseaux ont bien été neutralisés avant les travaux de dépose

5.1.2. Planification dépose

Les travaux de dépose n'auront lieu que hors présence d'autres entreprises (dans la zone)

5.1.3. Dépose

L'entreprise de dépose devra s'assurer de la bonne stabilité des ouvrages conservés

Les zones de dépose seront balisées et interdites de passage à toutes personnes étrangères à l'entreprise

5.1.4. Limitation des poussières

Toutes les reprises éventuelles des supports seront faites à l'aide de matériel évitant la génération des poussières ou en récupérant les poussières générées

5.2. Travaux en hauteur

5.2.1. Interventions en plafonds

L'installation et le déplacement correct des plates-formes individuelles.

Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.

6. MESURES GÉNÉRALES DE SALUBRITÉ

6.1. Installations de chantier - Cantonnements

6.1.1. Modalités d'organisation

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie.

L'entreprise concernée met à disposition des entreprises des vestiaires, un réfectoire, des sanitaires, et une salle de réunion. Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie.

Les installations collectives de chantier seront prévues pour accueillir, si besoin, du personnel féminin

7. ORGANISATION DES SECOURS

7.1. Moyens d'alerte

7.1.1. Téléphone

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphones d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	Tous Corps d'état
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état
En cas d'urgence, il conviendra d'alerter le poste de contrôle à l'entrée pendant les heures d'activité du site.	Tous Corps d'état

7.1.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS. Les entreprises préciseront si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DIRECCTE), l'O.P.B.T.P et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Maître d'ouvrage

7.2. Moyens de secours

7.2.1. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

7.2.2. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
La maîtrise d'ouvrage mettra à disposition l'unité de premiers secours du site en cas d'urgence.	Maître d'ouvrage

8. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

8.1. Diffusion des documents

8.1.1. PGC

Dispositions prévues	A la charge de
Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs.	Maître d'ouvrage
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	Tous Corps d'état

8.1.2. PPSPS

Dispositions prévues	A la charge de
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	Tous Corps d'état

8.2. Coordonnateur SPS

8.2.1. Rôle du coordonnateur

Dispositions prévues	A la charge de
Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.	Tous Corps d'état

8.3. Concertation et information entre les entreprises

8.3.1. Désignation des sous-traitants

Dispositions prévues	A la charge de
Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 8 jours avant leur intervention en précisant les coordonnées du/des sous-traitant/s, permettant ainsi l'organisation des inspections communes et la diffusion du PPSPS éventuellement requis.	Tous Corps d'état

8.3.2. Travailleurs indépendants et locatiers

Dispositions prévues	A la charge de
Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'état
Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.	Tous Corps d'état

9 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Feras HAMMADA	Tél : 0617715868 Email : feras.hammada@socotec.com
Etabli le : Date de modification : 05/08/2025	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: 42 rue Lauth 67200 STRASBOURG	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

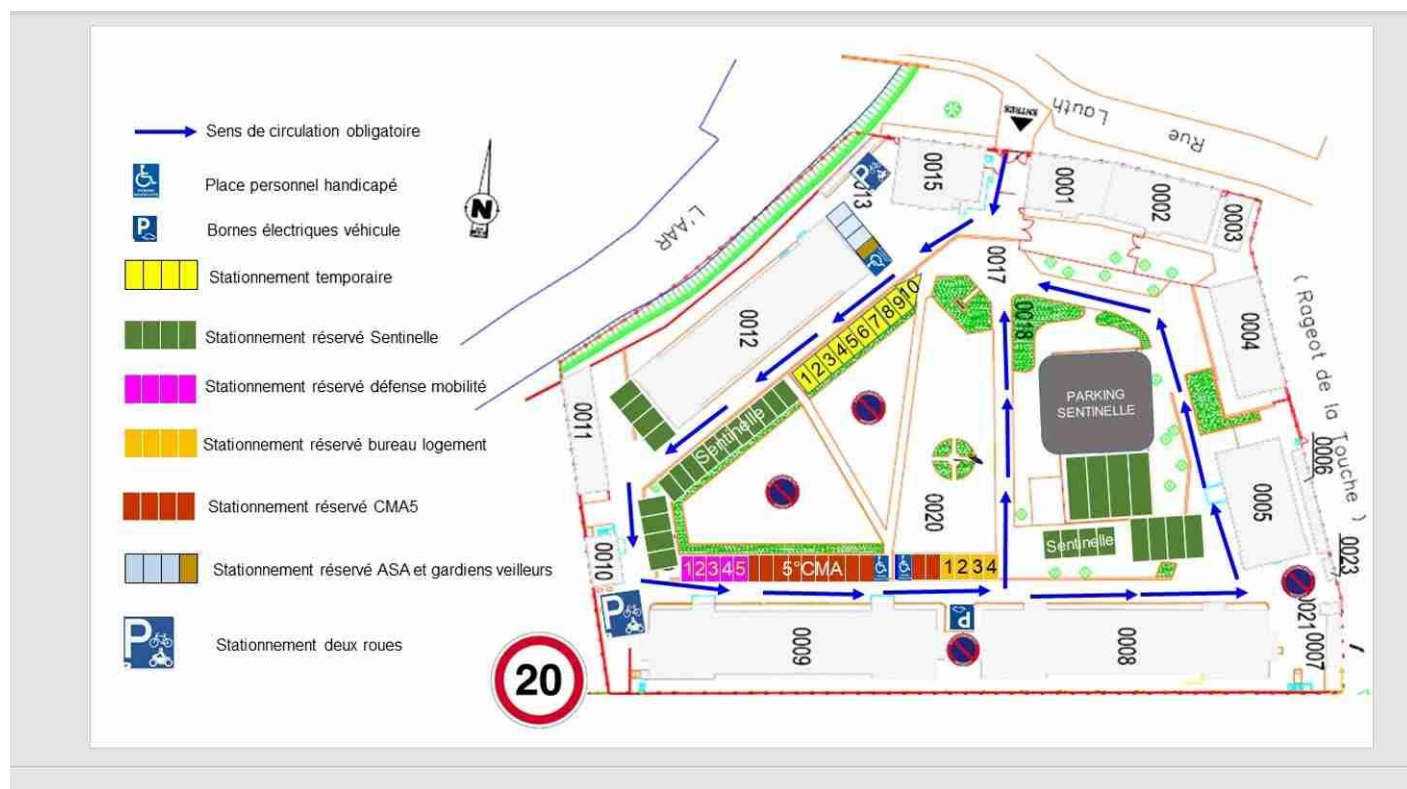
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

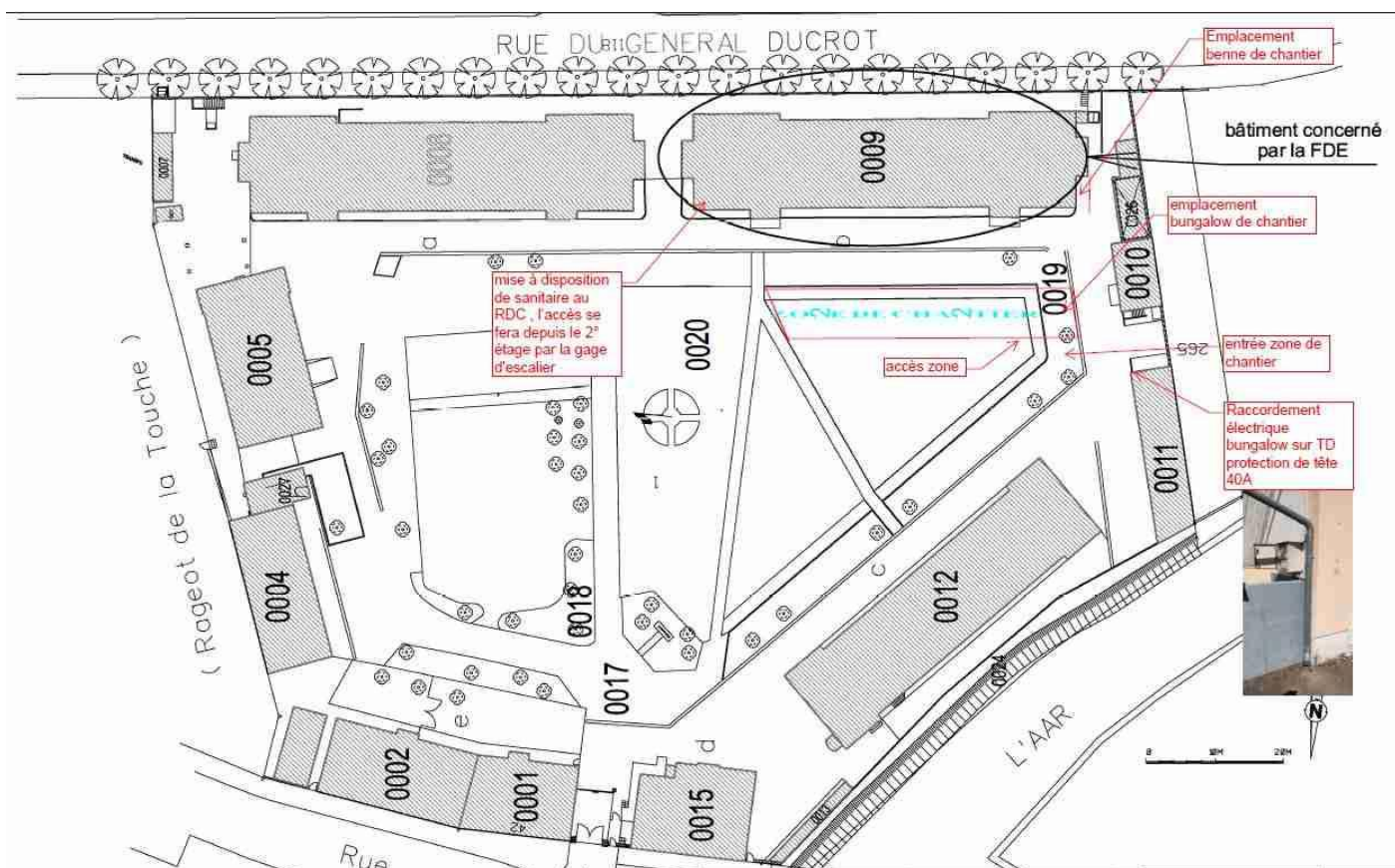
- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

Annexes :

1 Capture d'écran 2025-08-04 172712.png



2 zone de chantier.JPG



3 Scan_fhammada_30-07-2025_08-10-21-028.pdf

Le calendrier de l'opération est le suivant :

	2025												2026											
	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
GO																								
MENUISERIE																								
PSCV																								
ELECTRICITE																								
PLATRERIE																								
PEINTURE																								
REV SOL																								
ALARME VIDEO																								

Gris : notification marché
Rouge : PP
Bleu : démolition
Violet : travaux
Jaune : essai
Vert : réception

4 DIAG A.PDF




Parc de l'Observatoire 5 rue
Alfred Kastler
67540 OSTWALD
Tel : 03.88.77.78.36
Fax :



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

R. 4412-97 modifié par le décret 2012-639 du 4 mai 2012
Norme NF X 46-020

A	INFORMATIONS GENERALES	
A.1	DESIGNATION DU BATIMENT	
Nature du bâtiment : Bâtiment Cat. du bâtiment : Autres Nombre de Parties d'immeuble : 4 Etage : SO Numéro de Lot : SO Référence Cadastre : NC Date du Permis de Construire : Non Communiquée Adresse : 42 rue Lauth 67000 STRASBOURG		
Escalier : SO Bâtiment : Bât 009 Porte : SO Propriété de : MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE POLE CONDUITE OPERATIONS 44, rue LAUTH BP 21043 67071 STRASBOURG CEDEX		
A.2	DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	
Nom : MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE Adresse : POLE CONDUITE OPERATIONS 44, rue LAUTH BP 21043 67071 STRASBOURG CEDEX Qualité :		
Documents fournis :		
Moyens mis à disposition :		
A.3	EXECUTION DE LA MISSION	
Rapport N° : 16-02-019752 A Le repérage a été réalisé le : 02/03/2016 Par : DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO N° certificat de qualification : DTI1940 Date d'obtention : 12/07/2012 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : DEKRA CERTIFICATION 5, avenue Garlande 92220 BAGNEUX Date de commande : 25/02/2016		
Date d'émission du rapport : 23/03/2016 Accompagnateur : Aucun Laboratoire d'Analyses : ITGA RENNES Adresse laboratoire : Parc EDONIA Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS 66862 35768 SAINT-GRÉGOIRE CEDEX Numéro d'accréditation : 1-0913 Organisme d'assurance professionnelle : AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE – 4 rue Jules Lefevre – 75426 Paris Cedex 09 N° de contrat d'assurance et date de validité : XFR0050627LI du 01/01/2016 au 31/12/2016 XFR0048625FI09A du 01/01/2016 au 31/12/2016		
B	CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR	
Signature et Cachet de l'entreprise  Date d'établissement du rapport : Fait à OSTWALD le 23/03/2016 Nom du diagnostiqueur : DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO		

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Rapport N° : 16-02-019752 A 1/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B

CONSTAT AMIANTE



CONSTAT AMIANTE

Ce rapport original ne peut être reproduit sans notre autorisation et ne peut être utilisé de façon partielle.

Rapport N° : 16-02-019752 A 2/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



C SOMMAIRE

INFORMATIONS GENERALES.....	1
DESIGNATION DU BATIMENT	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1
EXECUTION DE LA MISSION	1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....	1
SOMMAIRE	3
CONCLUSION(S)	4
LISTE DES PARTIES D'IMMEUBLE NON VISITEES ET JUSTIFICATION	4
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION	4
PROGRAMME DE REPERAGE.....	5
LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20)	5
LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-21)	5
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	6
RAPPORTS PRECEDENTS	6
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	6
LISTE DES PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION	6
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE	7
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR.....	7
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE	7
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS APRES ANALYSE	7
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE)	7
COMMENTAIRES	7
ELEMENTS D'INFORMATION	8
ANNEXE 1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION	9
ANNEXE 2 – CROQUIS.....	13
ANNEXE 3 – PROCES VERBAUX D'ANALYSES.....	16
ANNEXE 4 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.....	24

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 3/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



D CONCLUSION(S)

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

N°	Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Photo
1	WC	RDC	Plancher	Sol	Carrelage + colle + ragréage 1	
			Mur	Toutes zones	Plâtre 2	
			Mur	Toutes zones	Faïence + colle + joint 3	
2	Couloir	RDC	Plancher	Sol	Béton + peinture 4	
			Plancher	Sol	Béton + peinture 5	
			Plancher	Sol	Béton + peinture 6	
3	Couloir	1er	Plancher	Sol	Revêtement de sol + colle + ragréage 7	
4	Couloir	2ème	Plancher	Sol	Revêtement de sol + colle + ragréage 8	

Liste des parties d'immeuble non visitées et justification

Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 4/25

DEKRA Industriel S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



E PROGRAMME DE REPERAGE

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-21)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Eléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 5/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 02/03/2016

Le repérage amiante avant travaux, contient les informations sur la présence d'amiante dans les matériaux et produits du bâtiment afin d'informer les intervenants réalisant des activités ou interventions sur des matériaux et/ou équipements susceptibles de libérer des fibres d'amiante selon l'annexe A de la norme .

Il consiste à identifier et localiser, par inspections visuelles et investigations approfondies pouvant être destructives, l'ensemble des matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec les locaux et les zones de l'immeuble objet des travaux.

Lorsque l'absence de marquages spécifiques ou de documents ne permet pas à l'opérateur de repérage d'attester de la présence ou de la non présence d'amiante dans les matériaux et produits, des prélèvements seront effectués afin de déterminer par analyse la présence ou non d'amiante.

Procédures de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

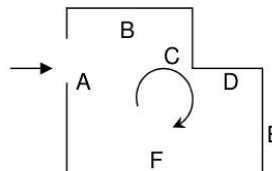
L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptible d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de cotation en annexe.

Liste des écarts, adjonctions ou suppression d'information de la norme NFX 46-020 de décembre 2008 : Concernant les plans et croquis :

- Suppression de la localisation des sondages pour plus de clarté,
- Absence de l'état de conservation,
- Absence d'indication de présence d'amiante pour chaque matériaux.

Sens du repérage pour évaluer une Partie d'immeuble :



G RAPPORTS PRECEDENTS

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

LISTE DES PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION

N°	Partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	WC	RDC	OUI	
2	Couloir	RDC	OUI	
3	Couloir	1er	OUI	
4	Couloir	2ème	OUI	

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 6/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE								
N°	Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revêtement			
1	WC	RDC	Plafond	Plafond	Plâtre			
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR								
Néant								
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE								
Néant								
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS APRES ANALYSE								
N°	Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Référence prélèvement	Présence	Etat de dégradation
1	WC	RDC	Plancher	Sol	Carrelage + colle + ragréage 1	P001	N	MND
			Mur	Toutes zones	Plâtre 2	P002	N	MND
			Mur	Toutes zones	Faïence + colle + joint 3	P003	N	MND
2	Couloir	RDC	Plancher	Sol	Béton + peinture 4	P004	N	MND
			Plancher	Sol	Béton + peinture 5	P005	N	MND
			Plancher	Sol	Béton + peinture 6	P006	N	MND
3	Couloir	1er	Plancher	Sol	Revêtement de sol + colle + ragréage 7	P007	N	MND
4	Couloir	2ème	Plancher	Sol	Revêtement de sol + colle + ragréage 8	P008	N	MND
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)								
Néant								
LEGENDE								
Présence		A : Amiante		N : Non Amianté		a? : Probabilité de présence d'Amiante		
Etat de dégradation des Matériaux		F, C, FP		BE : Bon état		DL : Dégradations locales		ME : Mauvais état
		Autres matériaux		MND : Matériau(x) non dégradé(s)		MD : Matériau(x) dégradé(s)		
Obligation matériaux de type Flocage, calorifugeage ou faux-plafond (résultat de la grille d'évaluation)		1 Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation 2 Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement 3 Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement						
Recommandations des autres matériaux et produits. (résultat de la grille d'évaluation)		EP Evaluation périodique AC1 Action corrective de premier niveau AC2 Action corrective de second niveau						
COMMENTAIRES								

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 7/25

DEKRA Industrial S.A.S.
 Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
 S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



Néant

I ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 8/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



ANNEXE 1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION

PRELEVEMENT : P001

Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	16-02-019752	RDC - WC
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Carrelage + colle + ragréage 1	02/03/2016	DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO
Localisation		Résultat
Plancher - Sol		absence d'amiante
Emplacement		
		

PRELEVEMENT : P002

Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	16-02-019752	RDC - WC
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Plâtre 2	02/03/2016	DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO
Localisation		Résultat
Mur - Toutes zones		absence d'amiante
Emplacement		
		

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 9/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PRELEVEMENT : P003		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	16-02-019752	RDC - WC
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Faïence + colle + joint 3	02/03/2016	DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO
Localisation	Résultat	
Mur - Toutes zones	absence d'amiante	
Emplacement		
		

PRELEVEMENT : P004		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	16-02-019752	RDC - Couloir
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Béton + peinture 4	02/03/2016	DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO
Localisation		Résultat
Plancher - Sol		absence d'amiante
Emplacement		
		

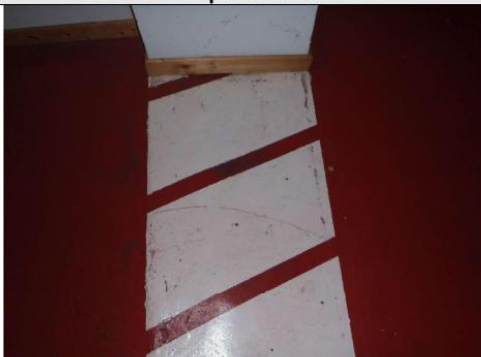
CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 10/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PRELEVEMENT : P005		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	16-02-019752	RDC - Couloir
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Béton + peinture 5	02/03/2016	DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO
Localisation		Résultat
Plancher - Sol		absence d'amiante
Emplacement		
		

PRELEVEMENT : P006		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	16-02-019752	RDC - Couloir
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Béton + peinture 6	02/03/2016	DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO
Localisation		Résultat
Plancher - Sol		absence d'amiante
Emplacement		
		

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 11/25

DEKRA Industrial S.A.S.
 Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
 S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PRELEVEMENT : P007		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	16-02-019752	1er - Couloir
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Revêtement de sol + colle + ragréage 7	02/03/2016	DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO
Localisation		Résultat
Plancher - Sol		absence d'amiante
Emplacement		
		

PRELEVEMENT : P008		
Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
MINISTÈRE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	16-02-019752	2ème - Couloir
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Revêtement de sol + colle + ragréage 8	02/03/2016	DOS SANTOS TREVAS MAGNO MARCIO
Localisation	Résultat	
Plancher - Sol	absence d'amiante	
Emplacement		
		

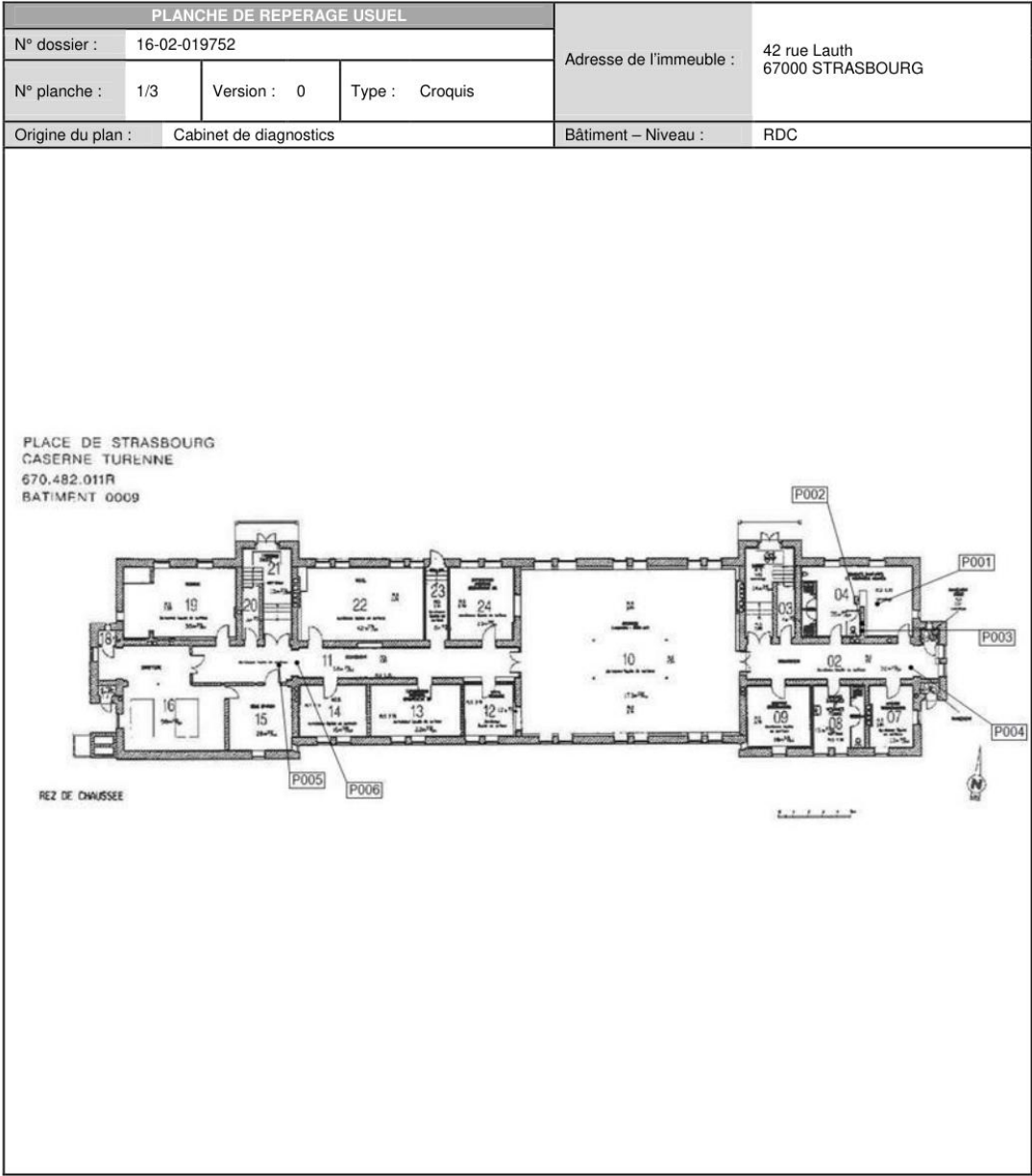
CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 12/25

DEKRA Industrial S.A.S.
 Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
 S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



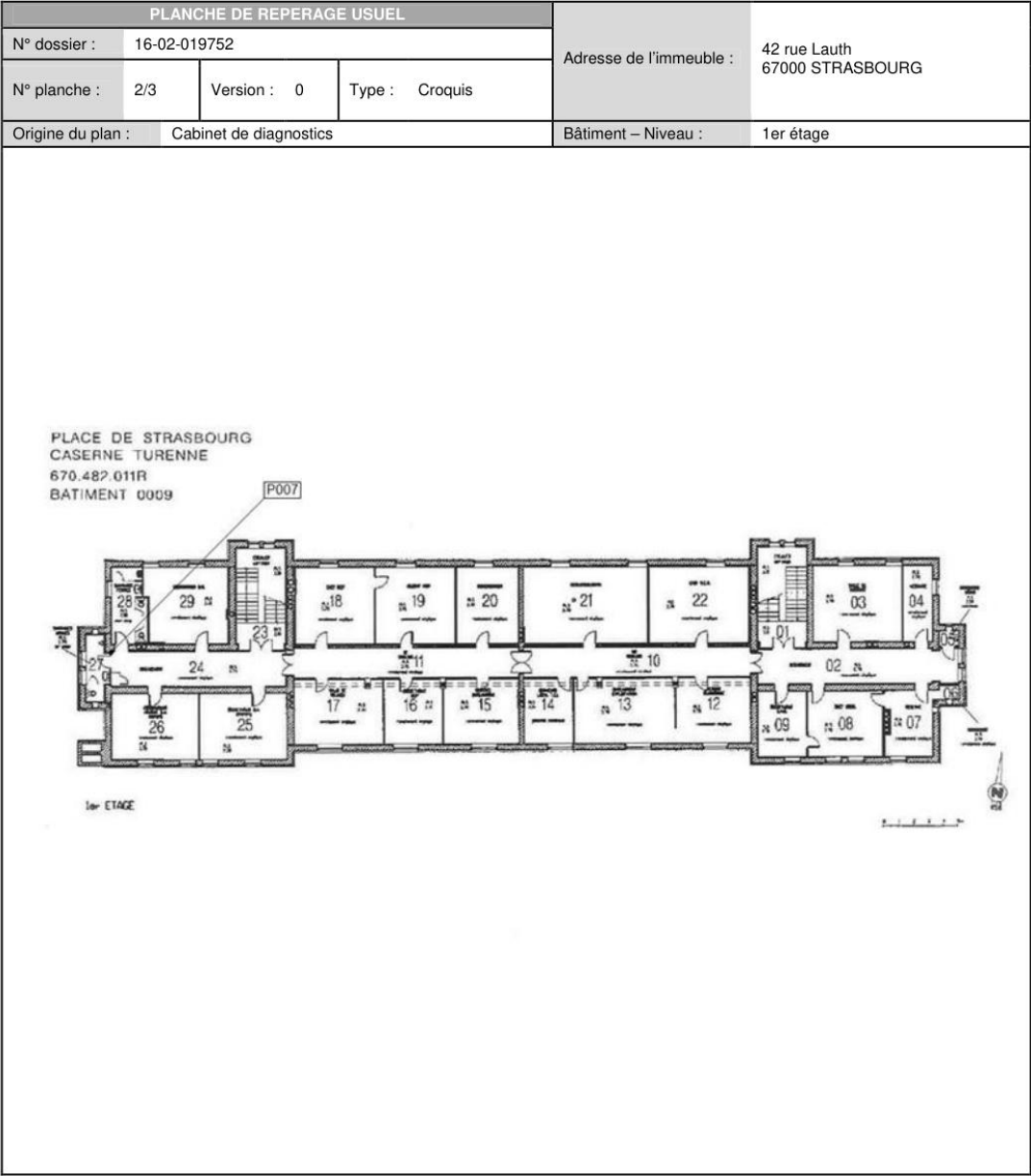
ANNEXE 2 – CROQUIS



CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 13/25

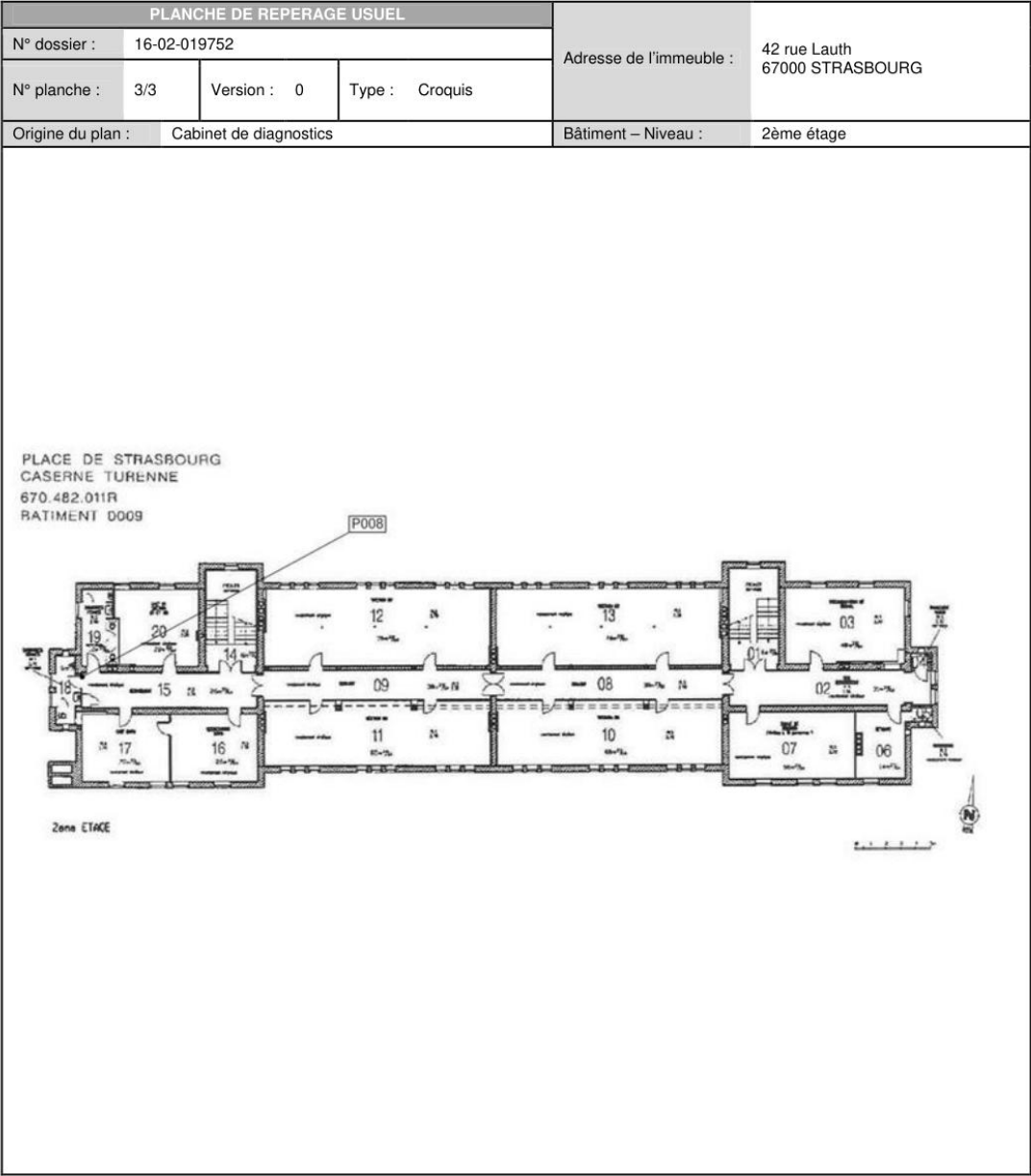
DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 14/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 15/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



ANNEXE 3 – PROCES VERBAUX D'ANALYSES

PV_16-02-019752_001_N.pdf



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02 99 35 41 41
Fax : 02 99 35 41 42
www.itga.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT151603-9205 EN DATE DU 21/03/2016
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client :

DEKRA Industrial SAS
M. Magno Marcio DOS SANTOS TREVAS
5 Rue Alfred Kastler
67540 OSTWALD

Prélèvement :

Reçu au laboratoire le: 16/03/2016
Analyse à : ITGA Rennes

Ref. Client :

Commande	16-02-019752 A (CDP : A241)
Echantillon	P001 - Carrelage + colle + ragréage 1 - (RDC) - WC - Plancher - Sol 16-02-019752_1
Dossier client	42 RUE LAUTH BAT 009 - 67000 STRASBOURG - MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Ref. ITGA :

Commande	IT0716-28412
Echantillon	IT151603-9205
Description ITGA	Colle carrelage blanche avec carrelage

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscopie électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
Colle carrelage blanche avec carrelage	META le 18/03/2016	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Bastien PORRES - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale : ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Page 1 / 1

DTA 164 rev.10

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 16/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PV_16-02-019752_002_N.pdf



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02 99 35 41 41
Fax : 02 99 35 41 42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portée
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT151603-9206 EN DATE DU 21/03/2016
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Cliant :

DEKRA Industrial SAS
M. Magno Marcio DOS SANTOS TREVAS
5 Rue Alfred Kastler
67540 OSTWALD

Prélèvement :

Reçu au laboratoire le : 16/03/2016
Analysé à : ITGA Rennes

Réf. Client :

Commande : 16-02-019752 A (CDP : A241)
Echantillon : P002 - Plâtre 2 - (RDC) - WC - Mur - Toutes zones
16-02-019752_2
Dossier client : 42 RUE LAUTH BAT 009 - 67000 STRASBOURG - MINISTERE DE LA DEFENSE
ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Réf. ITGA :

Commande : IT0716-28412
Echantillon : IT151603-9206
Description ITGA : Matériau blanchâtre plâtreux avec couche cartonnée et peinture + toile fibreuse blanche

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscopie électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
Matériau blanchâtre plâtreux avec couche cartonnée et peinture + toile fibreuse blanche	META le 21/03/2016	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Bastien PORRES - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Page 1 / 1

DTA 164 rev 10

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 17/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PV_16-02-019752_003_N.pdf



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02 99 35 41 41
Fax : 02 99 35 41 42
www.itga.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT151603-9207 EN DATE DU 21/03/2016
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Cliant :

DEKRA Industrial SAS
M. Magno Marcio DOS SANTOS TREVAS
5 Rue Alfred Kastler
67540 OSTWALD

Prélèvement :

Reçu au laboratoire le : 16/03/2016
Analysé à : ITGA Rennes

Réf. Client :

Commande	16-02-019752 A (CDP : A241)
Echantillon	P003 - Faïence + colle + joint 3 - (RDC) - WC - Mur - Toutes zones 16-02-019752_3
Dossier client	42 RUE LAUTH BAT 009 - 67000 STRASBOURG - MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Réf. ITGA :

Commande	IT0716-28412
Echantillon	IT151603-9207
Description ITGA	Colle beige en vrac avec particules blanches

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des
poussières sur grille de microscopie électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
Colle beige en vrac avec particules blanches	META le 19/03/2016	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Bastien PORRES - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Page 1 / 1

DTA 164 rev 10

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 18/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PV_16-02-019752_004_N.pdf



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02 99 35 41 41
Fax : 02 99 35 41 42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portée
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT151603-9208 EN DATE DU 21/03/2016
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Cliant :

DEKRA Industrial SAS
M. Magno Marcio DOS SANTOS TREVAS
5 Rue Alfred Kastler
67540 OSTWALD

Prélèvement :

Reçu au laboratoire le : 16/03/2016
Analysé à : ITGA Rennes

Réf. Client :

Commande 16-02-019752 A (CDP : A241)
Echantillon P004 - Béton + peinture 4 - (RDC) - Couloir
-Plancher - Sol
16-02-019752_4
Dossier client 42 RUE LAUTH BAT 009 - 67000
STRASBOURG - MINISTERE DE LA DEFENSE
ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Réf. ITGA :

Commande IT0716-28412
Echantillon IT151603-9208
Description ITGA Eclats de peintures

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des
poussières sur grille de microscopie électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
Eclats de peintures	META le 16/03/2016	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Bastien PORRES - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Page 1 / 1

DTA 164 rev 10

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 19/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PV_16-02-019752_005_N.pdf



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02 99 35 41 41
Fax : 02 99 35 41 42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portée
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT151603-9209 EN DATE DU 21/03/2016
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Cliant :

DEKRA Industrial SAS
M. Magno Marcio DOS SANTOS TREVAS
5 Rue Alfred Kastler
67540 OSTWALD

Prélèvement :

Reçu au laboratoire le : 16/03/2016
Analysé à : ITGA Rennes

Réf. Client :

Commande	16-02-019752 A (CDP : A241)
Echantillon	P005 - Béton + peinture 5 - (RDC) - Couloir -Plancher - Sol 16-02-019752_5
Dossier client	42 RUE LAUTH BAT 009 - 67000 STRASBOURG - MINISTERE DE LA DEFENSE ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Réf. ITGA :

Commande	IT0716-28412
Echantillon	IT151603-9209
Description ITGA	Eclats de peinture

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des
poussières sur grille de microscopie électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
Eclats de peinture	META le 21/03/2016	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Bastien PORRES - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Page 1 / 1

DTA 164 rev 10

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 20/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PV_16-02-019752_006_N.pdf



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02 99 35 41 41
Fax : 02 99 35 41 42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portée
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT151603-9210 EN DATE DU 21/03/2016
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Cliant :

DEKRA Industrial SAS
M. Magno Marcio DOS SANTOS TREVAS
5 Rue Alfred Kastler
67540 OSTWALD

Prélèvement :

Reçu au laboratoire le : 16/03/2016
Analysé à : ITGA Rennes

Réf. Client :

Commande : 16-02-019752 A (CDP : A241)
Echantillon : P006 - Béton + peinture 6 - (RDC) - Couloir
-Plancher - Sol
16-02-019752_6
Dossier client : 42 RUE LAUTH BAT 009 - 67000
STRASBOURG - MINISTERE DE LA DEFENSE
ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Réf. ITGA :

Commande : IT0716-28412
Echantillon : IT151603-9210
Description ITGA : Matériau gris compact avec peintures

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des
poussières sur grille de microscopie électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
Matériau gris compact avec peintures	META le 21/03/2016	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Bastien PORRES - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Page 1 / 1

DTA 164 rev 10

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 21/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PV_16-02-019752_007_N.pdf



Parc E donia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02 99 35 41 41
Fax : 02 99 35 41 42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portée
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT151603-9211 EN DATE DU 21/03/2016
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Cliant :

DEKRA Industrial SAS
M. Magno Marcio DOS SANTOS TREVAS
5 Rue Alfred Kastler
67540 OSTWALD

Prélèvement :

Reçu au laboratoire le : 16/03/2016
Analysé à : ITGA Rennes

Réf. Client :

Commande 16-02-019752 A (CDP : A241)
Echantillon P007 - Revêtement de sol + colle + ragréage 7
- (1er) - Couloir - Plancher - Sol
16-02-019752_7
Dossier client 42 RUE LAUTH BAT 009 - 67000
STRASBOURG - MINISTERE DE LA DEFENSE
ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Réf. ITGA :

Commande IT0716-28412
Echantillon IT151603-9211
Description ITGA Revêtement souple noir avec colle
plastique jaune et ragréage gris

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des
poussières sur grille de microscopie électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analyisée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
Revêtement souple noir avec colle plastique jaune et ragréage gris	META le 21/03/2016	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Bastien PORRES - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Page 1 / 1

DTA 164 rev 10

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 22/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



PV_16-02-019752_008_N.pdf



Parc E donia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02 99 35 41 41
Fax : 02 99 35 41 42
www.itga.fr

Accréditation n° 1-5967
Liste des sites et portée
disponibles sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI N° IT151603-9212 EN DATE DU 21/03/2016
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Cliant :
DEKRA Industrial SAS
M. Magno Marcio DOS SANTOS TREVAS
5 Rue Alfred Kastler
67540 OSTWALD

Prélèvement :
Reçu au laboratoire le : 16/03/2016
Analysé à : ITGA Rennes

Réf. Client :

Commande : 16-02-019752 A (CDP : A241)
Echantillon : P008 - Revêtement de sol + colle + ragréage 8
- (2eme) - Couloir - Plancher - Sol
16-02-019752_8
Dossier client : 42 RUE LAUTH BAT 009 - 67000
STRASBOURG - MINISTERE DE LA DEFENSE
ETS D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Réf. ITGA :

Commande : IT0716-28412
Echantillon : IT151603-9212
Description ITGA : Revêtement souple noir avec colle
plastique jaune et ragréage gris + peinture

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des
poussières sur grille de microscopie électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
Revêtement souple noir avec colle plastique jaune et ragréage gris + peinture	META le 18/03/2016	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Bastien PORRES - Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

Page 1 / 1

DTA 164 rev 10

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 23/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



ANNEXE 4 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre de mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du

Rapport N° : 16-02-019752 A 24/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B

CONSTAT AMIANTE



travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

CONSTAT AMIANTE

Rapport N° : 16-02-019752 A 25/25

DEKRA Industrial S.A.S.
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr – TVA FR 44 433 250 834
S.A.S. au Capital Social de 8 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B